

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST

44 boulevard de la Mothe
54000 NANCY

Références : UID257090/SPR/ES/SC 2022 - 1018D
Code AIOT : 0005901886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2022 dans l'établissement CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST implanté Lieu-dit Derrière Les Vignes du Pleuge 70360 SCEY SUR SAONE ET ST ALBIN. L'inspection a été annoncée le 01/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection et de l'action nationale relative à la gestion des déchets inertes d'extraction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST (ex SCE)
- Lieu-dit Derrière Les Vignes du Pleuge 70360 SCEY SUR SAONE ET ST ALBIN
- Code AIOT : 0005901886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

SCE est autorisée à exploiter une carrière de roches calcaires pour une durée de 10 ans à compter du 30/08/2018. La production annuelle autorisée est de 170000 tonnes. Elle peut atteindre au maximum 220000 tonnes par an pour répondre aux besoins exceptionnels.

L'exploitant a déposé 2 porter à connaissance concernant:

- une cessation partielle d'activité (restitution des terrains réaménagés à un usage agricole),

-une demande de régularisation du périmètre d'autorisation (une partie de la bande de 10 mètres consommée),

Cette inspection concerne également l'action nationale relative à la gestion des déchets inertes d'extraction.

En conséquence, les zones inspectées sont :

- les stocks de déchets inertes d'extraction et une partie des merlons périphériques,
- la partie de la bande de sécurité de 10 mètres objet d'un porter à connaissance,
- la zone réaménagée concernée par la déclaration partielle d'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La gestion des déchets inertes d'extraction,
- la cessation partielle d'activité,
- le niveau de production

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.1.2	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.3.1	/	Sans objet
3	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 7.3.1	/	Sans objet
4	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
5	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
8	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection montre que l'exploitant respecte la presque totalité des points contrôlés. Seuls les points concernant la production moyenne annuelle et la localisation des zones de stockage du PGD montrent des non-conformités. En effet, l'exploitant indique que le niveau de production prévue en fin d'année 2022 engendrera un dépassement du niveau moyen annuel de la production sur la période 2018-2022. Toutefois, selon ses propos, la production annuelle maximale autorisée ne sera pas dépassée.

Dans ce contexte, l'exploitant a adressé un porter à connaissance à l'inspection des installations classées pour solliciter une augmentation de la production moyenne annuelle au niveau de la production maximale autorisée.

Il a également été constaté la présence de zones de stockage non identifiées dans le PGD.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits ne dépasse pas 170 000 tonnes par an.[...] (220 000 tonnes maximum par an)
Constats : Les déclarations des niveaux de production des années 2017 à 2021 ne montrent pas de dépassement du tonnage annuel moyen autorisé sur cette période quinquennale. En revanche, l'exploitant indique que la production moyenne calculée sur la période 2018-2022 dépassera les 170 000 tonnes autorisées. Selon l'exploitant, pour respecter la moyenne de 170 000 tonnes sur cette période, la production de 2022 ne doit pas dépasser 100000 tonnes. Pour répondre à la demande de granulats, l'exploitant va produire plus en 2022. Au regard de ce constat, l'exploitant a finalisé un porter à connaissance pour solliciter une augmentation du niveau de production moyen vers le niveau de production maximum autorisé par la prescription ci-dessus (220 000 t). L'exploitant indique ne pas solliciter d'augmentation du volume de gisement. La durée d'extraction sera inférieure à celle autorisée actuellement. Au cours de la rédaction du présent rapport, ce dossier a été adressé le 13 septembre 2022 à l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant devra présenter au travers du porter à connaissance le différentiel d'impacts entre ceux déjà identifiés dans le dossier initial et ceux générés par l'augmentation du niveau de production. Ce dossier sera transmis au Préfet avant le 31/12/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant, préalablement à la mise en activité de la carrière, constitue des garanties financières d'un montant au moins égal à [...]: - Phase 1 (5 ans) 278713 euros
Constats : L'exploitant dispose d'un acte de caution solidaire d'un montant 278 713 Euros. La période concernée par ce document débute le 25/09/2018 et se termine le 29/08/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesses particulières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, est réduite à 5 mm/s.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des mesures des vitesses particulières de 3 tirs. D'après l'exploitant, les mesures sont réalisées au niveau du hangar de la ferme située à proximité de l'entrée de la carrière. Seule la mesure du dernier tir (4/08/22) a été réalisée au niveau du pont bascule de la carrière. Les niveaux mesurés sont tous bien inférieurs aux limites réglementaires (entre 0.85 mm/s et 1.4 mm/s). Les charges unitaires sont comprise entre 81 kg et 100 kg. Ces valeurs de charge unitaire sont inférieures aux valeurs prévues dans le dossier de demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Il existe sur le site plusieurs zones de stockage de déchets inertes d'extraction. Une zone périphérie du site pour les déchets stockés sous forme de merlon et une zone de remblaiement pour ceux utilisés pour le réaménagement du site. Il existe 2 autres zones de stocks au niveau des fronts Ouest de la carrière: - Un stock de terre végétale (végétalisé en partie) en attente d'utilisation pour la remise en état, - un stock important de matériaux calcaires issus de l'exploitation et des terres de découverte situé contre le front Ouest, Ces stocks ont tous plus de 3 ans d'après l'exploitant. Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de déchets non inertes sur ces 2 zones.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'exploitant a répondu au travers du questionnaire adressé par la DREAL qu'il n'existe pas d'installation de gestion de déchets de catégorie A. Lors de l'inspection du massif de déchets inertes d'extraction situé sur le front Ouest, il n'a pas été constaté d'indice montrant un risque d'instabilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Le stock susceptible d'être le siège d'instabilité est le stock situé contre le front Ouest (constat précédent). Afin de confirmer l'impression visuelle d'absence de désordre sur ce massif, l'exploitant a mesuré au travers d'une représentation en 3 dimensions de la carrière (relevé par drone), la pente de ce remblais. Cette pente est d'environ 30 à 32 degrés ce qui correspond à la pente naturelle pour ce type de remblais (plaquettes et blocs rocheux).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant assure un suivi des matériaux stockés au travers des rapports de production. Ces documents se basent sur un comptage des rotations de tombereau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Les stocks de déchets inertes d'extraction, la zone de remblais et les merlons sont représentés sur le plan d'exploitation au travers de courbes de niveau. En revanche, aucune mention sur le plan et dans la légende ne permet de les identifier comme étant des stocks de déchets d'extraction. Il en est de même pour les zone réaménagées.
Observations : L'exploitant doit à l'occasion de la mise à jour du plan d'exploitation faire apparaître dans la légende et sur le plan l'identification des zones de stockages de déchets inertes d'extraction et les zones réaménagées. Ce plan doit être adressé à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes d'extraction comporte une estimation des volumes des terres végétales et des stériles qui seront produits au cours de la durée d'exploitation du site. L'inspection montre l'existence de ces déchets en périphérie et sur le remblais situé au Nord-Est de la carrière. En revanche, le PGD n'identifie pas l'existence des zones de stockage constatées sur le front Ouest. Toutefois, bien que non identifiés, ils représentés sur le plan topographique de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le constat précédent montre que les stocks de déchets inertes d'extraction situés au niveau du front Ouest ne sont pas identifiés dans le PGD. Au cours de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de les identifier dans le plan d'exploitation de la carrière, celui-ci étant mis à jour annuellement. L'exploitant doit également mettre à jour le PGD en faisant apparaître ces zones de stockage. Le PGD modifié sera adressé dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD contient une analyse des impacts des différents stocks de déchets inertes d'extraction. Il prévoit les mesures préventives et de réduction de ces impacts et une surveillance régulière par le chef de carrière, notamment concernant les potentiels désordres générés par le lessivage des eaux de ruissellement. Il a été constaté que les merlons et le stocks de terres végétales sont végétalisés conformément aux mesures décrites dans le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : L'exploitant indique qu'aucune consigne n'est formalisée par écrit. Il indique qu'en cas de problème, notamment concernant les impacts potentiels du lessivage par les pluies, l'information est donnée par les équipes du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD présente le plan de remise en état finale. L'inspection montre que cette remise en état est en cours et cohérente avec ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet